

ici et là

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **29 (1992)**

Heft 1100

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉE DE DP

Femmes et Europe

Sylviane Klein

rédactrice en chef de *Femmes suisses*

L'ampleur des mouvements féminins face à la construction de l'Europe est un exemple de la volonté générale des femmes de participer aux destinées de notre planète, même si ce débat «féminisé» est encore occulté par son manque de répercussions dans les médias.

En Suisse, le débat public entre les milieux féminins partisans ou réfractaires à l'EEE vient de commencer. Les opinions sont d'ailleurs fortement divergentes. Les romandes sont, d'une manière générale, favorables au Traité de Porto. Les Suissesses alémaniques se montrent plus partagées. Alors qu'en août les féministes du «Frauenrat für Aussenpolitik» prenaient clairement position contre l'EEE, au mois de septembre un comité «Femmes suisses en faveur de l'EEE», avec plus de cent cinquante représentantes de tous les milieux et de tous les partis se prononçait sans réserve en faveur du traité. Si l'opinion des romandes et des alémaniques diverge, c'est plus dans la manière de présenter et d'aborder les problèmes que dans les objectifs qu'elles désirent atteindre à court et à long terme.

Politique patriarcale

Pour les partisans d'une politique isolationniste, l'EEE n'est qu'un projet patriarcal, échafaudé par des hommes pour des hommes, un projet orienté uniquement sur la croissance économique, excluant tout progrès social, un système d'exploitation qui renforce les différences entre les plus forts et les plus faibles. Une critique qui rejoint celle du groupe des verts au Parlement européen, qui demandait une nouvelle rédaction du Traité de Maastricht estimant que «L'Europe de Maastricht est une structure économique hostile à l'environnement et aux aspirations des peuples. Elle est aux antipodes de l'Europe dont nous rêvons (...), une Europe solidaire, ouverte, civile, belle et saine, où nos enfants et petits-enfants pourront continuer à vivre». Les Danoises, craignant un nivellement par le bas de leurs acquis, ont également sanctionné cette politique du profit.

Mais Maastricht n'est pas l'EEE

Et l'EEE n'est pas encore un billet pour la CE. Pour les partisans de l'adhésion au Traité de Porto l'angle d'approche est

différent. La reprise de l'acquis communautaire implique — et c'est là que les femmes y trouveront un intérêt certain — l'application des directives ayant trait à l'égalité de traitement entre femmes et hommes. Dans un deuxième temps, les Suisses devront se prononcer — si les négociations aboutissent — sur une adhésion à part entière à la Communauté. Là aussi, les femmes peuvent avoir une influence capitale sur les décisions. Et c'est un enjeu de taille pour elles si elles veulent être présentes non seulement dans la construction même de cette Europe dont elles rêvent, une Europe respectueuse de l'environnement non seulement physique, mais social et humain, veillant à la stricte application des droits des femmes et des hommes.

Un phénomène de communication

Il serait faux de sous-estimer les mouvements féminins qui se dessinent dans le monde entier et dans l'Europe en particulier. C'est ce vaste mouvement qui devrait redonner confiance aux femmes de Suisse et d'ailleurs. Ainsi, regroupant des centaines d'associations à travers l'Europe, le Lobby européen des femmes est en train de définir des stratégies pour un réel accès aux pouvoirs de décision. Les femmes veulent participer à une redéfinition de la démocratie. Cette intention se retrouvait dans la revue *Femmes d'Europe*. Cette publication, dépendant de la Commission des Communautés européennes, est et restera un phénomène fascinant et un modèle. Son but était de véhiculer une information qui reflète l'action des femmes et le travail des institutions européennes dans la perspective «l'Europe, une chance pour les femmes; les femmes, une chance pour l'Europe». Partout, les femmes bouillonnaient d'initiatives. Or, faute de moyens financiers et de connaissances linguistiques, les militantes des différents pays ignoraient tout de ce qui se passait au-delà de leurs frontières. Seule la Commission européenne avait les moyens de recueillir, traduire et faire circuler les renseignements en neuf langues. Cette politique d'information est ainsi devenue une politique de communication. Le bilan que fait *Femmes d'Europe*, pays par pays, dans son dernier numéro devrait réjouir les plus pessimistes. L'éditorial de Fausta Deshormes la Vallée est convain-

cant: «Presque à notre insu, nos soucis et nos espoirs ont acquis une "dimension européenne". Le bilan est positif, malgré ce qui reste encore à gagner et à construire. Bilan positif dont la politique communautaire pour l'égalité des chances est le moteur et le garant».

Il y a certes encore beaucoup à faire pour influencer de manière décisive l'évolution de notre société et l'évolution des mentalités dans les instances — trop masculines — de la CE. La solidarité entre les femmes d'Europe n'est pas un vain mot. Petit à petit, elles apprennent à se connaître, à s'apprécier et à mener ensemble des actions ponctuelles. Au-delà des clivages nationaux, linguistiques, politiques, sociaux, culturels et religieux, les femmes ont des objectifs et élaborent des stratégies. Dans cette perspective, les Suisses ne peuvent être gagnantes que de l'intérieur et non dans un isolationnisme pseudo-protecteur. ■

Pour tout renseignement sur la revue *Femmes d'Europe* s'adresser à la Commission des communautés européennes, Service Informations Femmes, 200, rue de la Loi, B-1049 Bruxelles.

ici et là

● L'Association pour la défense des intérêts du Jura annonce une journée de colloque sur le thème **Egalité entre hommes et femmes: application sur les lieux de travail et perspectives européennes**, qui se tiendra le 20 octobre à l'Ecole professionnelle artisanale de Moutier. Inscriptions: ADIJ, case postale 57, 2740, Moutier.

● Les associations féminines de Suisse organisent un marché sur le thème des **femmes et l'Europe**, le samedi 7 novembre de 10 heures à 18 heures au centre de Congrès BEA, Guisanplatz à Berne. Stands, conférences et table ronde animeront la journée.

● Le Journal **Femmes Suisses** fêtera son 80^e anniversaire le 12 novembre au Moulin à danses (MAD), 23, route de Genève, à Lausanne. Au programme: à 18.15 heures, conférence-débat avec Elisabeth Badinter et, dès 20.30 heures, tour de chant de Véronique Pestel. L'entrée est libre.

● Une journée de formation publique sur **La libre circulation des personnes et les droits fondamentaux dans le «laboratoire de Schengen»** aura lieu le 31 octobre à l'Université de Lausanne, salle 263, au BFSH I à Dorigny. Renseignements et inscriptions: SOS-Asile Vaud, case postale 3928, 1002 Lausanne.

● La Nouvelle société helvétique (NSH) du Jorat organise une conférence-débat sur la **Sécurité sociale dans l'Europe à venir** le 22 octobre à 20 heures à la grande salle de Montpreveyres. L'explosion des coûts de la santé sera l'un des thèmes traités.